

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE : POUR SUIVRE LA LUTTE

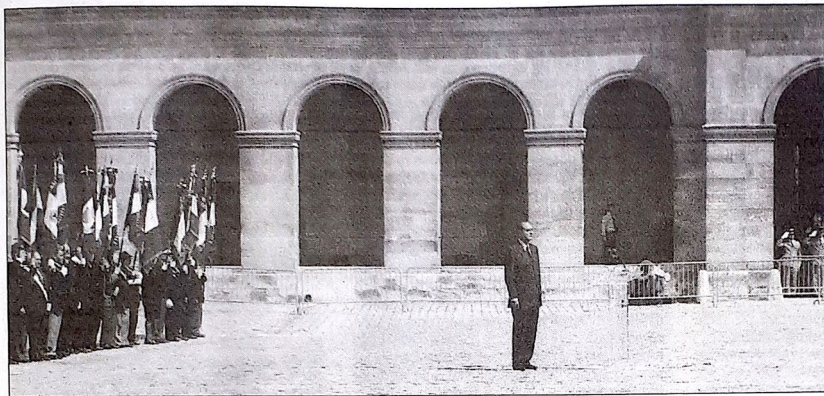
(voir page 8)

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1148-1149 - MAI-JUIN 2003

HOMMAGE NATIONAL AU C.N.R.



Monsieur le Président de la République, dans la Cour d'honneur de l'Hôtel National des Invalides, lors de l'Hommage au rôle du CNR. (voir page 3)

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE: UN ACTE DE GOUVERNEMENT

Le Congrès national de Nevers a donné un nouvel élan à la campagne engagée depuis plusieurs années par notre association, pour l'institution d'une journée nationale de la Résistance le 27 mai de chaque année, en commémoration de la création, en 1943, sous la présidence de Jean Moulin, du Conseil national de la Résistance, dans laquelle le général de Gaulle avait vu un acte capital pour la France.

Les rassemblements, colloques et cérémonies qui témoignent de la diversité des initiatives conduites par les comités de l'ANACR et de ses amis, souvent avec d'autres organisations représentatives du monde résistant, ont permis de sensibiliser une large fraction de l'opinion publique à notre revendication.

Le discours prononcé le 27 mai, à Paris, dans la Cour d'honneur des Invalides, par le Président de la République à l'occasion du sixième anniversaire de la création du CNR a été un hommage appuyé à la Résistance et aux résistants eux-mêmes, en même temps que le rappel nécessaire du rôle déterminant joué par le CNR dans le combat libérateur et la rénovation de la France.

Si nous pouvons nous féliciter des résultats plus qu'encourageants obtenus par les adhérents et les "Amis" de l'ANACR dans l'application d'une des décisions majeures de notre congrès de Nevers, de leur persévérance dans l'effort et le dévouement, il faut cependant reconnaître que les Pouvoirs publics ont, jusqu'ici, donné le sentiment de ne pas vouloir comprendre le sens de notre démarche.

Nous sommes les élus, les collectivités locales, qui nous ont apporté et continuent à nous apporter un soutien spontané et sans équivoque, parce qu'ils partagent notre volonté que soit préservé dans notre mémoire collective le souvenir d'un événement qui marqua un tournant décisif dans la conduite de la lutte pour la Libération de la France : l'unification des forces de la Résistance au Sein du Conseil national de la Résistance. Nous sommes reconnaissants aux élus et aux collectivités locales qui nous manifestent leur sympathie et leur soutien. Mais l'institution d'une journée de la Résistance est un acte de gouvernement. Certes, on peut imaginer un groupe de députés ou de sénateurs déposant une proposition de loi sur le bureau de leur assemblée respective, mais la fixation de l'ordre du jour des assemblées étant du ressort exclusif du gouvernement, c'est donc de ce dernier que dépendra toujours la décision.

Nos démarches auprès des élus ne doivent pas faiblir. Elles doivent même s'intensifier. Les élus sont les intermédiaires entre l'opinion publique et le pouvoir. Mais si cette action auprès des élus est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Parallèlement, nous devons orienter notre campagne en direction du gouvernement lui-même, des ministres concernés, notamment du premier d'entre eux. Il est vrai que les réponses que nous recevons du gouvernement sont souvent décevantes. Qu'en haut lieu, on s'évertue à ne pas comprendre la portée de notre revendication. Mais est-ce un motif pour renoncer à une exigence aussi légitime ?

Depuis qu'elle existe, l'ANACR sait d'expérience que rien, même ce qui semble aller de soi, n'est jamais acquis d'avance. Mais ni la durée, ni l'intensité du combat ont conduit les anciens résistants au renoncement. Avec Victor-Hugo nous répétons : "Ceux qui vivent, sont ceux qui luttent".

Notre carquois est rempli de flèches porteuses de notre message. Qu'elles soient des aiguillons qui aident les responsables du pouvoir à comprendre que tout ce qui rappelle les grands moments de notre histoire est une contribution à la consolidation des valeurs qui forment notre patrimoine commun et constituent le socle de la République.

Robert Chambeiron

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : Hommage national au CNR.
- P. 4 et 5 : Complaisances à l'égard du fascisme La Marseillaise et le drapeau tricolore
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Le soulèvement du Ghetto - 27 mai - Livres

L'ASSOCIATION NATIONALE DES "AMI(E)S" EST CRÉÉE



Les 26 et 27 avril dernier, conformément au mandat donné par le Congrès de l'A.N.A.C.R. à Nevers en octobre 2002, s'est tenue à Paris la réunion constitutive de l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR)" (voir page 2)

ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT DU GHETTO DE VARSOVIE

Il y a soixante ans, le Ghetto de Varsovie se soulevait contre les nazis qui voulaient achever l'extermination de ses derniers habitants.

Vaincus par une force militaire disproportionnée, les héroïques combattants du Ghetto remportèrent une victoire morale.

(voir page 8)



SOUSCRIPTION NATIONALE

Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.)

BON DE SOUTIEN
ANACRAN 2003
Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro d'octobre 2003 du « Journal de la Résistance » France d'abord.

Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance ! Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les amis de l'ANACR en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association.

Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au 30 octobre

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES



ASSEMBLEE CONSTITUTIVE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES AMI(E)S DE LA RESISTANCE (ANACR)

Lors du congrès de l'ANACR tenu à Nevers les 26 et 27 octobre 2002, les congressistes avaient à l'unanimité confié aux "Amis" élus/membres associés du Conseil National de l'ANACR la mission de mettre en place l'Association nationale des Amis de la Résistance (ANACR). Cette réunion constitutive s'est tenue les 26 et 27 avril dernier à Paris, avec la participation d'une délégation du Bureau National composée de Robert Chambeiron, président-délégué de l'ANACR, secrétaire général-adjoint du C.N.R., Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Franck Béziade, Trésorier national, Jacques Weiller, Secrétaire du Bureau.

Après le rapport introductif de Jacques Varin, prirent notamment part aux débats Patricia Bizzari (Aube), Marc Bonnerat (Creuse), Hôjane Canva (Pyrénées-Atlantiques) Bruno Cassanas (Hérault), Pierrette Catuse (Val-d'Oise), Michèle Colas (Seine-Saint-Denis), Danièle Collet (Côtes-d'Armor), Simone Daems (Nord), Sylvie Daems (Nord), Jean David (Côte-d'Or) Robert David (Morbihan), Bernard Delaunay (Corrèze), Jean-Philippe Demay (Yonne), Guy Deschamps (Eure), Michel Duval (Pas-de-Calais), Andrée Fay (Gironde), Robert Foreau-Fenier (Aisne), Colette Gaidry (Haute-Saône), Jocelyne Gervais (Isère), Monique Jouanlanne (Rhône), André Leudet (Eure), Pierre Martin (Côtes-

d'Armor), Etienne Mattéi (Bouches-du-Rhône), Odile Marcou-Duret (Corrèze), Jean-Jacques Moryem (Marne), Robert Missous (Haute-Vienne), Mireille Monier-Lovio (Drôme), Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne), Brigitte Moreno (Lot-et-Garonne), Colette Pallarès (Libé-PTT), Robert Perrier (Savoie), Grégory Picard (Pas-de-Calais), Marie-Jo Pivier (Corrèze), Max Plouquin (Indre), Antoine Poletti (Corse), Jean-Paul Riffault (Paris), Janine Rouher (Aube), Charles Sancel (Libé-PTT), Patricia Susset (Oise), Christiane Tardif (Essonne), Jacques Varin (Paris), Nicola Zorlino (Oise).

Après la séance plénière du samedi après-midi, qui porta sur les orientations et perspectives du développement de l'Association nationale des Amis de la Résistance, l'adoption des statuts de l'ANACR, la composition de la Commission nationale et Direction nationale. La Résistance (ANACR) et l'élection de ses organismes de direction : Commission nationale et Direction nationale. Dans notre prochain numéro, nous publierons les statuts, la composition de la Commission nationale ainsi que celle de la Direction nationale, présidée par Simone Marlotte (Saône-et-Loire).

Nous publions ici de larges extraits de l'intervention introductive de Jacques Varin :

"En 1970, le congrès de l'ANACR réuni à Salanches décida de créer les "Amis de la Résistance (ANACR)", permettant ainsi à l'époque essentiellement à de nombreux conjoints, parents et enfants des Résistants de s'associer à l'action de l'ANACR. C'était déjà aussi la manifestation d'une volonté de pérenniser l'action de l'ANACR..."

"Ce n'est qu'à partir du congrès de l'ANACR, tenu à Perpignan en 1990, que les "Amis de la Résistance" se sont véritablement développés, élargissant leur recrutement et doublant leurs effectifs depuis cette date..."

"Le nombre d'"Amis" - plus de 10 300 au 31 décembre 2002 -, l'expérience acquise en un quart de siècle, les années qui se sont écoulées depuis la Libération, avec leurs inévitables conséquences sur les femmes et les hommes qui en furent les acteurs, ont conduit l'ANACR à approfondir sa réflexion quant à la place des "Amis" dans son fonctionnement, à leur rôle spécifique dans le présent et aux formes d'organisation qui en découlent, à leur mission d'avenir."

"Une première étape fut la constitution de groupes locaux et départementaux d'"Amis de la Résistance (ANACR)", ayant leurs statuts déposés en préfecture, leurs propres directions. L'on prenait ainsi en compte les différences de disponibilité d'horaires entre actifs et retraités, la nécessité de trouver des formes spécifiques pour s'adresser aux couches les plus jeunes, celle de former des cadres pour le présent mais aussi pour l'avenir, la possibilité de s'adresser à des collectivités pour obtenir des subventions, etc."

"Puis, lors du congrès de l'ANACR à Vichy (1994), des "Amis de la Résistance" furent élus membres "associés" du Conseil national de l'ANACR, et, depuis celui de Châteauroux (1996), membres "associés" de son Bureau national ; le nombre de ces "Amis" élus dans les organismes nationaux de direction de l'ANACR croissant lors des congrès suivants... Depuis celui de Chambéry, les "Amis" élus membres associés du Conseil et du Bureau National se sont réunis de manière spécifique, formant respectivement la "Commission nationale des Amis", réunie annuellement, et la "Direction nationale des Amis", ayant trois réunions annuelles, toutes deux chargées d'animer la réflexion et de coordonner l'activité des "Amis". De plus, à ces réunions sont venues s'ajouter les rencontres annuelles des animateurs de groupes locaux et départementaux d'"Amis".

"Ces réunions de la Commission Nationale, de la Direction Nationale, des animateurs des "Groupes d'Amis", des commissions des "Amis" lors des congrès, dont la durée des travaux a été doublée à partir du congrès de Saint-Brieuc, ont permis d'approfondir et d'homogénéiser notre réflexion commune sur le rôle des "Amis", tant dans le présent que dans le futur, dans l'ANACR et - c'est notre mission de devoir le prévoir et le construire - après l'ANACR. Ces réunions ont aussi permis d'échanger, de mutualiser les expériences des différents groupes d'"Amis".

"Départementalement et parfois localement, les Groupes d'"Amis" ont développé une activité qui, dans de nombreux cas désormais, leur a valu

une reconnaissance non seulement auprès des adhérents de l'ANACR mais aussi des médias et des pouvoirs publics locaux et départementaux. On connaît le rôle pionnier de nos "Amis" de la Drôme, dont l'initiative annuelle de faire venir dans leur département des résistants de premier plan pour deux conférences, destinées aux scolaires en matinée et au grand public en soirée, rassemble chacune plusieurs centaines de participants, il y a les festivals du film sur la Résistance qui se multiplient, les publications de livres sur la Résistance, les conférences et expositions..."

"Ce développement des groupes d'"Amis" a conduit à l'idée d'une Association Nationale des "Amis", dont la proposition de création fut faite dès le congrès de Châteauroux en 1996 lors de la Commission des "Amis", mais non retenue. Pour plusieurs raisons : tout d'abord, nous n'en étions qu'au début de la création de groupes départementaux d'"Amis", deux dizaines, à l'activité parfois embryonnaire, dans de nombreux départements les "Amis" ne souhaitaient pas se structurer de manière spécifique, les comités de l'ANACR étaient parfois réticents à l'idée, certains parmi les "Amis" faisant la proposition de création y voyaient la possibilité de s'affranchir de ce qu'ils considéraient être une tutelle de l'ANACR mais aussi des orientations de l'ANACR, en s'investissant dans un champ plus politique ; les idées n'étaient pas claires quant à la nature et le rôle des "Amis" et la réflexion sur ces points loin d'être commune. De plus, la mise en place envisagée de la Commission Nationale et de la Direction Nationale des "Amis" allait offrir un cadre palliant en partie l'absence d'une structure nationale."

"Ces réunions de la Commission et de la Direction Nationale des "Amis" ont, avec celles des animateurs de groupes et des commissions du congrès, permis année après année d'homogénéiser notre réflexion commune, notamment en matière de respect du pluralisme et de spécificité de notre action, la participation d'"Amis" au Conseil National et au Bureau National de l'ANACR, où la réflexion sur le rôle et la place des "Amis" s'est approfondie notamment autour de ce que nous avons appelé un "partenariat confiant" entre Résistants et "Amis de la Résistance", le développement de la participation d'"Amis" aux bureaux locaux et départementaux de l'ANACR, l'essor de notre nombre d'adhérents, des groupes locaux et départementaux d'"Amis", de leurs activités ont permis d'envisager dans un contexte nouveau l'idée - récurrente - de la création d'une Association nationale."

"Evoquée à nouveau lors de la Commission du congrès de Saint-Brieuc en octobre 2000, lors des réunions des animateurs de groupes d'"Amis" et de la Commission nationale des "Amis" de 2001, approfondie dans ses contours lors des réunions de la Direction nationale des "Amis", l'idée d'aller vers la création d'une Association Nationale fut présentée en juin 2001 au Bureau National de l'ANACR, qui donna son accord de principe ; tous convenant que cette décision relevait d'un congrès, en l'occurrence de celui de Nevers..."

"Le problème de la "visibilité" extérieure des

"Amis", leur reconnaissance par les Pouvoirs publics et la possibilité de nouer des relations avec eux ont été aussi des facteurs décisifs pris en compte. Il est en effet important - pour l'avenir mais aussi le présent - de se faire reconnaître comme interlocuteurs par les Pouvoirs publics. D'autant plus que certains affirment la volonté de poser comme vecteurs privilégiés voire exclusifs de la transmission de la mémoire de la Résistance les Fondations, et les petites structures - parfois élitistes - d'"Amis" dont elles se sont dotées, sans commune mesure avec notre nombre d'adhérents mais qui, existant légalement, peuvent bénéficier ainsi de possibilités de partenariat avec les organismes officiels."

"Or, souvent cantonnées au milieu universitaire, ces petites structures ont fait parfois preuve d'une approche de la Résistance qui n'en prend pas en compte toute la dimension humaine et le pluralisme, deux aspects auxquels nous avons eu la chance d'être sensibilisés par la rencontre en nombre au sein de l'ANACR de Résistants de toutes formes de résistance, de tous mouvements, de toutes opinions."

"Il importe donc que nous affirmions notre existence nationale. La Résolution des "Amis" adoptée à l'unanimité au Congrès de Nevers a confié aux "Amis" élus membres associés du Conseil National la mission de mettre en place dans les meilleurs délais l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR)", ayant sa personnalité juridique mais liée à l'ANACR..."

"Notre réunion présente est donc tout à la fois l'exécution d'un mandat, celui qui nous a été confié par le congrès, un aboutissement, celui d'une réflexion, et un commencement, celui de la mise en place effective de l'Association nationale des "Amis".

"Car n'ayons pas la naïveté de croire que tout sera changé parce que nous aurons créé juridiquement l'Association des "Amis". Il nous faudra consolider les groupes d'"Amis" existants, parfois fragiles parce que reposant sur leur animation sur deux ou trois cadres "Amis", en créer d'autres dans les départements non structurés, mettre en place des mécanismes de fonctionnement - telle la transmission des cartes, de l'information, en assurant la relève progressivement de ceux de l'ANACR auxquels nous sommes par ailleurs de plus en plus sollicités pour des raisons évidentes d'apporter notre aide. C'est là d'ailleurs une des missions des "Amis" et, outre notre devoir de solidarité avec nos camarades Résistants, c'est notre intérêt bien compris de pouvoir nous appuyer le plus longtemps possible sur l'expérience, la notoriété et l'autorité de l'ANACR, qui de plus nous apporte une aide matérielle..."

"Sur ce dernier plan, la diminution - pour des raisons hélas évidentes - du nombre d'adhérents résistants de l'ANACR en affecte les ressources. Ce qui implique que les "Amis" se dotent de plus en plus des moyens de leur existence locale, départementale et nationale : il ne servirait à rien de décider de créer une Association Nationale des "Amis", si nous n'avions tous la préoccupation de lui donner les moyens

de son fonctionnement et de son activité."

"Cette activité ne saurait se cantonner à la nécessaire commémoration de ce qu'ont été la Résistance et ses hauts faits, ou à la seule étude de l'Histoire de la Résistance : la finalité des "Amis de la Résistance (ANACR)", c'est en premier lieu le combat pour les valeurs de la Résistance, notamment en luttant contre le négationnisme et les résurgences du fascisme et de la xénophobie, ce qui implique de s'adresser à l'ensemble des couches de la population et en particulier aux plus jeunes. C'est en ce sens, sur ce créneau spécifique que nous sommes pratiquement les seuls, ANACR et "Amis", à occuper, que nous sommes pleinement impliqués dans le débat et le combat démocratiques. Mais cela, dans le respect plein et entier du pluralisme de l'ANACR et des "Amis", qui ne pourrait être préservé si nous intervenions sur toutes les questions politiques, économiques et sociales, nationales et internationales. Et quand nous le faisons, comme dans le cas de la Guerre en Irak, c'est en nous référant, sur la base de nos valeurs humanistes et démocratiques, au programme du CNR, à la Charte des Nations-Unies et aux positions communes du monde combattant, l'UFAC en premier lieu, en ayant le souci du pluralisme qui caractérise nos adhérents."

"Depuis plusieurs années, nous sommes engagés aux côtés de l'ANACR dans une bataille - qu'il nous faut intensifier - pour l'instauration d'une journée nationale de la Résistance le 27 mai, date anniversaire de la création du CNR le 27 mai 1943, qui marqua l'unification de la Résistance sous la présidence de Jean Moulin (...). Nous devons aussi exiger que les rues continuant à porter des noms de collaborateurs soient débaptisées au profit de ceux de résistants restant injustement méconnus."

"Le fascisme, les élections dans plusieurs pays européens ces dernières années et en France en particulier lors des présidentielles de 2002 l'ont prouvé, reste une menace du présent et du futur, la lutte antifasciste reste donc une nécessité actuelle et de demain. Dans ce combat, les "Amis de la Résistance (ANACR)" ont un rôle spécifique à jouer, notamment en luttant contre le négationnisme et les falsifications de la réalité historique. (...) La connaissance de la Résistance, pour être au plus près de la réalité historique, a besoin de notre apport, celui de "passeurs de la mémoire" des résistants que nous côtoyons au sein de l'ANACR."

"Notre action - c'est une absolue nécessité - devra, dans le futur comme par le passé être menée en étroite liaison avec l'ANACR, à laquelle nous affirmerons notre affiliation, qui est notre référence fondatrice et identitaire, qui est pour nous source de connaissance de la Résistance, en même temps qu'exemple et partenaire dans la lutte pour ses valeurs."

"Le congrès de Nevers nous a mandatés pour prendre cette décision importante de créer l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR)". Une décision qui engage l'avenir, qui est un gage d'avenir, une décision que nous devons prendre avec responsabilité."

MORBIHAN: CONNAISSANCE DE LA RESISTANCE

Le Comité départemental du Morbihan des "Amis de la Résistance (ANACR)" consacre une part importante de son action à la connaissance de la Résistance et à la diffusion la plus large de cette connaissance."

Ainsi met-il en œuvre une exposition sur la Résistance dans le Morbihan composée de 60 panneaux. Un fonds documentaire - livres et cassettes vidéo - a été constitué. Deux "Amis de la Résistance", René Le Guénic et Robert David, président départemental, ont publié, le premier, un "Mémoire de la Résistance en Morbihan", le second, une "monographie sur la recherche historique de la Résistance dans le Morbihan". Par ailleurs, un travail de recherche est mené - en liaison avec les résistants de l'ANACR - sur les effets des bombardements de la base de sous-marins en 1943,

sur la création du premier maquis et des groupes de Résistance du Morbihan."

Les "Amis de la Résistance" du Morbihan sont très vigilants quant aux noms donnés aux rues, établissements culturels et scolaires : l'exemple malheureux du nom du collaborateur Roparz Hémon donné à des équipements publics ou la tentative de débaptiser un lycée Jean-Moulin incitent à la vigilance."

Le Comité des "Amis de la Résistance (ANACR)" du Morbihan, qui a entamé une réflexion sur la participation des "Amis" aux cérémonies du souvenir, est aujourd'hui représenté au Conseil d'Administration de l'ODAC, au Jury départemental du Concours de la Résistance et de la Déportation, au Comité de liaison du Concours. Des liens sont noués avec l'UDAC."

AUBE: LE DEVOIR DE MEMOIRE

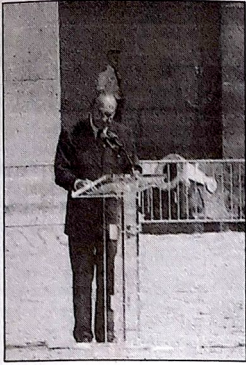
A Nogent-sur-Seine (Aube), le groupe des "Amis" a pris l'initiative d'une exposition d'écrits et photos de la montée du fascisme, des années 1920 à 1930, de l'entrée dans la Résistance, Châteaubriant, puis Stalingrad, les crimes des nazis, l'action des maquis, la persécution des Juifs, les restrictions etc..., l'insurrection de Paris, la biographie de Jean Moulin, la naissance du CNR le 27 mai 1943 et, en contrepoint, Papon, haut fonctionnaire de la préfecture de Bordeaux qui livrait les Juifs au nazisme, sur le débarquement en Normandie et en Provence. Nous avons terminé sur une "note pacifique" en reproduisant des peintures et des textes sur la Paix."

Notre exposition, pour une ville de 6000 habitants, a connu le succès : 773 visiteurs, dont une centaine d'élèves du primaire (CM2) bien prépa-

rés à la visite par leurs enseignant(e)s. Et c'est avec plaisir que nous avons répondu aux questions très pertinentes de ces jeunes élèves parfaitement réceptifs."

Nous sommes les visiteurs qui ont exprimé leur émoi, leur soutien, leurs félicitations sur le Livre d'Or ouvert à cet effet. Ne plus revoir cela a été très, très souvent rappelé. Notons qu'avant l'exposition, nous avions engagé une action auprès de la Municipalité pour l'extension de la stèle de la Résistance, afin qu'apparaissent en toutes lettres, les noms des déportés et fusillés de notre localité, ce qui vient de se concrétiser. En 2000, nous avions demandé que des rues d'un nouveau quartier portent le nom de ces martyrs ; ce qui nous avait alors été catégoriquement refusé : nous avons poursuivi notre démarche."

HOMMAGE NATIONAL AU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE



A l'occasion du 60^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance, la Nation, par la voix de Monsieur le Président de la République, Jacques Chirac, a rendu au rôle historique du CNR et à ses membres fondateurs, dont notre président-délégué, Robert Chambeiron, un hommage national dans la Cour d'honneur de l'Hôtel National des Invalides.
Nous reproduisons ci-dessous le texte de l'allocution présidentielle.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, Il y a soixante ans, se tenait, au 48 de la rue du Four, la première réunion du Conseil National de la Résistance. Ce 27 mai 1943, journée parmi tant d'autres, vécue dans l'univers dangereux de la résistance et placée sous le signe de "l'héroïsme ordinaire", n'était pourtant pas une journée comme les autres, car elle était de celles qui font l'histoire d'une nation.

L'espérance, la fidélité, le courage, voilà ce qu'incarnait la petite poignée d'hommes rassemblés en ce 27 mai 1943. Et au-delà, une très haute, une très belle idée de la France, digne de ses traditions, de son message, de son honneur. Robert Chambeiron, présent ce 27 mai rue du Four et présent aujourd'hui parmi nous, est exemplaire de ces hautes vertus. Espérance dans la libération de la patrie. C'est le premier mot d'ordre de la Résistance : vaincre. Avec les Forces Françaises Libres, présentes aux côtés des Alliés, sur les principaux théâtres d'opérations, en Afrique et jusqu'au Levant. Avec la Résistance intérieure, qui représente le peuple français mobilisé, dressé contre l'occupant.

Fidélité aux idéaux de la France, des idéaux oubliés par ceux qui gouvernent le pays sous le joug allemand. C'est la deuxième mission fixée par le Général de Gaulle à la France libre, à la Résistance et à son Conseil national : "rendre la parole au peuple français ; rétablir les libertés républicaines dans un Etat d'où la justice sociale ne sera pas exclue et qui aura le sens de la grandeur". Courage, enfin. Car il faut un immense courage pour se battre, à l'heure où règnent partout la peur et la délation. Où, à chaque instant, peuvent surgir la Gestapo ou la Milice. Alors que le danger n'est pas seulement de mourir mais de mourir sous la torture. Alors qu'on n'engage pas seulement sa vie mais aussi la vie de ceux qu'on aime, la vie des camarades et de leurs familles, l'existence et la survie du groupe, du maquis, du réseau. Oui, c'est l'avenir de la France qui se joue en cette journée du printemps 1943. C'est dire quel poids, quelle responsabilité, reposent sur les épaules de ces quelques hommes.

C'est dire l'importance de cette première réunion, dont le succès va sceller notre destin.

Il y a là les représentants des organisations combattantes : Charles Laurent de "Libération-Nord", Pascal Copeau de "Libération-Sud", Eugène Claudius-Petit pour "Franc-Tireur", Claude Bourdet de "Combat", Pierre Villon pour "Front National", Jacques-Henri Simon de l'"Organisation Civile et Militaire", Roger Coquoin pour "Ceux de la Libération" et Jacques Lecomte-Boinet de "Ceux de la Résistance". Parce que l'effort est d'abord militaire, il faut coordonner les actions, répartir les moyens et préparer le terrain, recenser les objectifs, tisser les réseaux, constituer les caches, pour soutenir, le moment venu, les opérations alliées lancées sur le sol de France.

Mais il faut aussi construire, reconstruire. C'est pourquoi sont présents les partis, les "familles spirituelles" comme on les appelle alors, qui entourent, à Londres et maintenant à Alger, le Général de Gaulle : le Parti radical avec Marc Rucart, le Parti socialiste avec André Le Troquer, le Parti communiste avec André Mercier, Georges Bidault pour les Démocrates chrétiens, Joseph Laniel représentant l'Alliance démocratique et Jacques Debû-Bridel pour la Fédération républicaine. Et aux côtés des politiques, figurent aussi Louis Saillant et Gaston Tessier, représentant les deux plus grandes organisations syndicales d'alors : la CGT et la CFTC.

Cette réunion, cher Robert Chambeiron, vous en étiez le Secrétaire général adjoint, aux côtés de son Président, Jean Moulin, et de Pierre Meunier, son Secrétaire général. C'est vous qui aviez été chargé de l'organiser. Ce fut l'une des nombreuses missions que vous avez assumées pour la Résistance, pour la France. Mission de liaison, de coordination, d'impulsion.

Tâche périlleuse, alors que l'occupant renforce chaque jour davantage sa pression. Tâche difficile, aussi, car il n'était pas simple de réunir autour de la même table toutes les sensibilités, toute la diversité de la Résistance, de faire taire les divergences, les rivalités de personnes ou d'opinion. C'est la mission essentielle que le Général de Gaulle a confiée à Jean Moulin : unifier la Résistance, qui n'est encore que ce "désordre de courage" qu'évoquera, vingt ans plus tard, André Malraux. Il s'agit,

comme le dit Jean Moulin lui-même, de constituer "ces troupes, prêtes aux sacrifices mais éparées et anarchiques (à), en une armée cohérente".

Inlassablement, Jean Moulin s'y est employé, avec autorité et patience. Cette première réunion est le fruit d'un an et demi d'âpres négociations, pour convaincre chaque chef, chaque mouvement, de la nécessité de faire front commun. Ce 27 mai vient couronner les efforts de celui qui a été décrit par André Malraux comme le "Carnot de la Résistance".

Désormais, les Alliés vont pouvoir s'appuyer sur cette armée de l'intérieur, cette "Armée des Ombres". Désormais, grâce à l'unification de la Résistance, c'est la France combattante qui trouve sa pleine légitimité. C'est pourquoi la réunion du 27 mai, qui aura des conséquences opérationnelles majeures, a aussi une dimension éminemment politique. "J'en fus, à l'instant même, plus fort", écrira le Général de Gaulle dans ses Mémoires, parce qu'il savait que la liberté et la souveraineté futures de la France dépendaient aussi de sa capacité à se libérer elle-même.

Au moment où se réunit le Conseil National de la Résistance, le temps était plus que jamais à l'action car le vent de l'Histoire semblait devoir tourner.

Partout, l'Axe recule. A l'automne 42, les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord et ouvert un deuxième front à l'Ouest. Dès lors, ils enchaînent succès et victoires, en Cyrénaïque, en Tripolitaine, en Egypte.

Quelques mois auparavant, en juin 1942, à Bir Hakeim, les Forces Françaises Libres ont soulevé l'admiration. Elles ont arrêté - à quel prix ! - l'offensive ennemie. Ce jour-là, les Français ont bien mérité leur part de la victoire.

A l'Est, à Stalingrad, la ville symbole, le Reich a subi un revers dont il ne se relèvera pas. Au même moment, le ghetto de Varsovie s'insurgeait. Même si, en ce mois de mai 1943, le ghetto n'est plus que ruines et cendres, la résistance héroïque des Juifs de Varsovie a marqué les esprits.

Alors oui, en ce printemps 1943, on se prend à espérer en une victoire des Alliés. On ose parler d'indépendance recouvrée, de libertés républicaines rétablies, de grandeur restaurée. Ce sont les mots mêmes de la motion adoptée ce 27 mai par le Conseil National de la Résistance, tandis que montent dans le pays l'exaspération et la haine de l'occupant.

Le Service du Travail Obligatoire ne cesse de grossir les rangs des maquis. Les persécutions contre les Juifs, qui ont culminé avec la honteuse rafle des 16 et 17 juillet 1942, ont montré toute l'abjection et la barbarie du nazisme, et le vrai visage de ceux qui, en France, le soutiennent. Les exactions de la Milice creusent le fossé entre les Français et le gouvernement de collaboration. Enfin, avec l'entrée des Allemands en zone libre, les conditions d'armistice ont volé en éclats. C'est toute la métropole qui est sous le joug et rêve de sa libération.

Parce que les tensions s'accroissent, l'occupant est de plus en plus agressif. Les arrestations, la torture et les exécutions se multiplient.

Les semaines, les jours qui suivent en apportent la tragique confirmation.

Le Général Delestraint, chef de l'Armée secrète, est arrêté à Paris le 9 juin. Le 21, à Caluire, Jean Moulin et les chefs des mouvements de Résistance de la zone Sud tombent aux mains de l'occupant. Jean Moulin, torturé, meurt le 8 juillet, sans avoir parlé, son héroïque mission accomplie.

Georges Bidault lui succède. Moins d'un an plus tard, la Résistance et l'organisation mises en place donneront leur pleine mesure. Au jour du Débarquement, sa contribution est décisive, comme est décisive son action quand il s'agit de rompre les lignes de communication de l'ennemi et de freiner sa remontée vers le front. Pour les soldats de l'Ombre, le prix à payer sera terrible. Les nazis et leurs complices, aux abois, multiplient les actes de barbarie. Dans les Glières. Dans le Vercors. A Tulle. A Oradour sur Glane.

Mais bientôt, vient le fruit de tant de sacrifices. C'est Leclerc et Rol-Tanguy recevant à Paris la reddition des autorités d'occupation. C'est de Latre recevant, avec les chefs alliés, la reddition du Reich. C'est Leclerc signant pour la France, sur le cuirassé Missouri, l'acte de capitulation du Japon. C'est la France, parmi les vainqueurs.

La France où, partout, se sont mis en place les Commissaires de la République, sous l'autorité du Général de Gaulle, épargnant à notre pays l'humiliation d'une administration alliée. La France, membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, obtenant un siège permanent au Conseil de Sécurité. La France restaurée dans son prestige et dans son rang de grande nation.

Mesdames, Messieurs,

Soixante ans ont passé depuis cette première réunion du Conseil National de la Résistance. La reconnaissance de la nation est toujours aussi vive. En présence de Robert Chambeiron, dernier témoin de cette réunion. En présence des hommes et des femmes de la Résistance et de la France Libre qui nous entourent aujourd'hui, je veux redire l'admiration et la gratitude de notre pays pour toutes celles et pour tous ceux qui se sont engagés dans ce combat.

Je veux rappeler tout ce que nous devons à ces femmes et à ces hommes d'exception, célèbres ou anonymes. Ils ont incarné le meilleur de notre patrie, la fraternité, l'amour de la liberté. Ils sont le symbole de la France éternelle.

S'ils appartiennent à l'histoire, les valeurs qui les ont inspirées sont plus vivantes que jamais. Leur exemple et leur sacrifice nous obligent.

Exercer le devoir de Mémoire, c'est rendre hommage à celles et à ceux qui se sont battus pour que la France redevenue elle-même. Mais c'est aussi entendre le message qu'ils portent à travers le temps et c'est s'engager pour l'avenir.

Le combat pour la solidarité, la tolérance, la dignité de chaque être humain est toujours d'une brûlante actualité. Les jeunes Français doivent en avoir conscience.

CÔTES-D'ARMOR: LE CNR ET LES LYCÉENS

Soixante années ont passé après la naissance à Paris du Conseil National de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943, et Robert Chambeiron, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, collaborateur et ami de Jean Moulin dès l'avant-guerre,

est l'unique survivant de cette journée historique.

Co-président de l'ANACR, il avait répondu à l'invitation des "Amis de la Résistance (ANACR)", présidés par Pierre Martin et des

Robert Chambeiron devant les lycéens de Saint-Brieuc et sa région



Anciens combattants Costarmoricains de la Résistance (ANACR), présidés par Thomas Hillion, à rencontrer les étudiants et les personnes intéressées par cette période, à l'Hôtel de Ville de Saint-Brieuc.

Le matin, la salle du Conseil municipal, mise à disposition par les élus briochins, a accueilli des lycéens de Loudéac (St-Joseph), des lycées Renan, Jean-Moulin, Sacré-Cœur (Saint-Brieuc) avec leurs enseignants. Pédagogue, Robert Chambeiron, secrétaire général adjoint du CNR, en a retracé l'histoire, en termes simples, vrais, car vécus. "Deux faits ont hâté la mise en place du CNR : le débarquement allié au Maroc et la bataille de Stalingrad, stoppant les Allemands sur la route du pétrole. L'ennemi d'alors n'était plus invincible ! D'où la nécessité d'une Résistance ! C'est là l'œuvre de De Gaulle et Jean Moulin. Afin que la France devienne un allié à part égale, afin qu'elle ne devienne pas une sorte de protectorat américain... un peu à l'image de ce qui se trame, un peu, sous nos yeux, aujourd'hui... ailleurs, dans le monde". Bien entendu, Robert Chambeiron a été sollicité par les jeunes sur la vérité historique, car témoin

direct : "Que pensez-vous des adaptations filmées faites sur votre ami, Jean Moulin ?" "Que s'est-il passé à Caluire ?" Des questions qu'en historien, soucieux de vérité, il n'a pas esquives, soit en doutant de prouesses "de gymnastes" de certains acteurs... de la noie période. Avec précision, il s'est contenté de rappeler les procès passés, sans entrer dans des polémiques stériles. Préférant s'attarder sur le rôle du CNR, facteur d'unité, porteur d'idées progressistes pour la France du lendemain, fédérateur d'idées républicaines simples : sécurité sociale, retraites... En somme des problèmes toujours sous les feux d'une actualité brûlante. En soirée, Bruno Joncour, maire, et Alain Cadec, maire-adjoint et conseiller général, ont tenu à marquer de leur amitié Robert Chambeiron et ses amis de l'ANACR 22 au cours d'une discrète cérémonie à l'Hôtel de Ville.

Plus tard, Robert Chambeiron, témoin privilégié, a renouvelé sa prestation devant un parterre fourni d'historiens, de curieux, de résistants d'hier, d'invités soucieux d'une démocratie vivante.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

LOZERE

Le 1^{er} septembre dernier, les anciens résistants et les "Amis de la Résistance (ANACR)" ont tenu à Mende leur congrès annuel.

M. Gondran, directeur du Service Départemental des A.C.V.G., M. Gilbert de Chambrun, président d'honneur, M. Marcel Pierrel, président honoraire de l'UDAC, ancien résistant-déporté, M. Claude Rochet, délégué du Souvenir Français, avaient pris place à la tribune aux côtés du président Bonjoli, lequel, après avoir rappelé les noms des camarades disparus depuis le dernier congrès, demanda d'observer une minute de silence en hommage à leur mémoire.

Ouvrant la séance, il fait le point des effectifs : le nombre de nos adhérents diminue inexorablement et n'est plus que de 131, celui des "Amis" augmente sensiblement et atteint 92 en 2002. Le rapport financier du trésorier Georges Poujola faisant état d'une situation modeste mais saine, confirmée par le commissaire aux comptes Emile Grégoire, est adopté à l'unanimité.

Le président Bonjoli présente alors le rapport d'activité. Après avoir cité les diverses réunions où le comité est représenté, il rappelle les nombreuses cérémonies commémoratives de la Résistance lozérienne : du combat de Sainte-Croix, avec la mort de Louis Veylet, le 12 avril 1944, jusqu'à la fusillade de 8 résistants à Chanac le 16 août 1944, à la veille de la libération du département et note qu'elles sont marquées par une participation importante de la population avec la présence des autorités et des élus.

Dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation, l'ANACR intervient en amont, avec des entretiens dans les classes concernées des établissements et la fourniture d'une documentation sur le thème du concours, en aval, par la collecte et l'achat d'ouvrages destinés à récompenser les lauréats au cours d'une cérémonie solennelle dans la salle des fêtes de l'Hôtel du département, sous la présidence de M. le Préfet, le 18 juin 2002.

Le président donne ensuite des précisions sur l'opération CD-Rom conduite sous la direction de M. Fumel, "Ami de la Résistance", professeur d'histoire au lycée Chaptal, aidé par M.M. Bourrier, Caldier et Vacquier, "Amis de la Résistance". L'équipe, qui a déjà beaucoup travaillé, utilise alors son équipement informatique pour présenter, à l'écran, des exemples de ce qu'elle a réalisé. Tous les présents, agréablement surpris par la qualité et la précision des documents présentés, félicitent chaleureusement les auteurs.

Le président attire ensuite l'attention de l'assemblée sur le service de la revue "Résistance en Rouergue" que le comité de l'Aveyron ne peut plus continuer à assumer comme dans le passé : à partir du 1^{er} janvier 2003, la revue ne sera envoyée qu'aux souscripteurs d'un abonnement. Le Comité tachera de fournir régulièrement des articles pour la rubrique "Lozère".

Ensuite, l'assemblée reconduit le Bureau actuel et élit un nouveau vice-président : Auguste Malric. Les dates du 31 août ou du 7 septembre 2003 sont retenues pour le prochain Congrès départemental.

Après avoir accueilli M. le Secrétaire général représentant M. le Préfet, M. Saint-Léger, député, les représentants du Conseil Général et du Conseil Régional, Mme le Maire-adjoint de Mende, les colonels commandant la DMD et le groupement de gendarmerie, le cortège se rend à la stèle Bourrillon puis au Monument aux morts pour des dépôts de gerbes.

SEINE-SAINT-DENIS

Dans le cadre de la Journée internationale des Femmes et de la préparation du Concours de la Résistance et de la Déportation, la Maison des Projets de Bobigny accueillait, le 13 mars dernier, 16 jeunes d'une classe de 3^e du Collège République, venus écouter Cécile Herberg et Odette Niles évoquer, à travers leur itinéraire, le rôle des femmes dans la Résistance.

Participaient à cette rencontre, animée par Jean-Jacques Brillard, président du comité local des "Amis de la Résistance (ANACR)", Mmes Peusier et Montagne respectivement enseignante et documentaliste au Collège République, Claude Trotsky, secrétaire des "Amis de la Résistance", Luc Jaume, secrétaire de l'ANACR, Anne Jonquet, conseillère municipale en charge des droits de la femme ainsi que des représentantes de "Femmes Solidaire" et de "Vie et Cité".

Quelques jours plus tard, au Foyer Gaston-Monmousseau, 3 jeunes filles du Collège République : Sihane, Maha et Fatima, accompagnées de Mme Peusier, rencontraient Henriette Dreaun, Suzanne Blegian et Luc Jaume qui apportèrent leurs témoignages sur la période de la guerre et de l'Occupation et sur les différentes formes de la Résistance dans les régions où ils résidaient alors.

(Luc JAUME)

GERS

Le samedi 12 avril 2003 a eu lieu le congrès départemental de l'ANACR du Gers dans la salle des Cadets de Gascogne, mise à disposition par le député-maire de Condom. Le président René Goussier remercia les personnalités : M. Gérard Dubrac, député-maire de Condom et Jean Thouvenin, vice-président national de l'ANACR, ainsi que l'ensemble des anciens.

L'assemblée entendit l'historique de l'époque difficile que fut l'Occupation et du grand rassemblement des sensibilités différentes qui se sont regroupées vers un seul but : la création du CNR le 27 mai 1943, ce qui permit au général de Gaulle d'affirmer la pérennité de la France.

Après la minute de silence en souvenir des camarades qui nous ont quittés cette année, le trésorier Yvon Euzière donna lecture de la gestion financière de l'année écoulée. Suite à cet exposé, le vice-président, Pierre Baque, attira l'attention de tous en abordant les difficultés financières que nous subissons par l'usure du temps ; différentes initiatives financières possibles furent examinées.

Puis le président départemental des "Amis de la Résistance (ANACR)" réconforta l'assistance par le travail effectué par les "Amis", ce qui rassure sur la continuité de l'esprit de la Résistance. Edgar Castera, ainsi que des membres du bureau du Gers, ont été choisis comme membres du jury départemental du concours sur la Résistance et la Déportation pour les lycées et collèges du Gers. Thème retenu cette année : les jeunes dans la Résistance. Les travaux examinés réconfortent de voir ces jeunes rechercher la vérité de toute une époque. Après le vote des rapports financier et moral (acceptés à l'unanimité), il fut procédé à l'élection des membres du bureau. Jean Thouvenin, vice-président national, évoqua notamment la bataille menée par l'ANACR pour obtenir l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance et attira l'attention sur le rôle des "Amis". Plusieurs gerbes ont été déposées au monument aux morts puis, après le verre d'amitié, un repas fraternel se tint au château de Mons.

SOMME

L'assemblée générale de la section de St-Bliment de l'A.N.A.C.R. s'est tenue à Saint-Bliment le 30 novembre 2002 dans la salle polyvalente. Plus de 100 personnes y assistaient. Lucienne Forestier Gaillard, présidente de la section de Saint-Bliment, présidente départementale, membre du Bureau National, salua la présence notamment de MM. Jérôme Bignon, député, Nicolas Lottin, conseiller général, Stéphane Haussoulier, président de la Communauté de Communes, Claude Loiselet, maire de Saint-Bliment, Séraphin Bruno, vice-président départemental et président de la section des Combattants réunis de Gamaches, Léon Dulay, président cantonal de l'Association des Médailleurs Militaires, Alfred Corne, président cantonal des ACPG-CATM, ainsi que d'autres personnalités.

Après la minute de silence à la mémoire des camarades disparus depuis la précédente assemblée générale, le secrétaire Hubert Quilliot évoqua l'opposition à un projet d'aéroport à l'emplacement des tombes des militaires morts lors de la bataille de la Somme en 1916, les problèmes de demi-partis fiscaux pour les plus de 75 ans non cumulables, la demande non satisfaite de nomination de la présidente départementale Lucienne Forestier à la Commission départementale d'attribution de la carte CVR, puis retrace l'activité du comité durant l'année 2002 et les projets pour 2003, année marquée notamment par le 60^e anniversaire du C.N.R. le 27 mai et par le congrès départemental le 18 mai à Mers-les-Bains.

Après le renouvellement du tiers sortant du bureau - qui désormais comprend notamment Serge Lecul : président d'honneur, Lucienne Forestier-Gaillard : présidente, Bernard Fleury et Jacques Desodt, vice-présidents, Hubert Quilliot : secrétaire, François Caudron, secrétaire-adjoint, Emile Forestier : trésorier, Robert Foulon, trésorière adjointe - Lucienne Forestier retraça le déroulement du Congrès de Nevers, soulignant l'importance à accorder aux "Amis de la Résistance" pour assurer l'avenir.

Puis l'assemblée entendit M. Claude Loiselet, maire de Saint-Bliment, qui dit sa satisfaction de recevoir dans sa ville les résistants et souhaita que toutes les écoles du canton s'ouvrent aux résistants pour qu'ils transmettent la mémoire de leurs combats : un souhait partagé aussi par M. Stéphane Haussoulier, président de la Communauté de Communes. M. Nicolas Lottin, Conseiller Général, appela à rester vigilants et déplora l'absence des enfants lors des manifestations patriotiques. Quant à M. Jérôme Bignon, député, il rappela que "si l'on continue de penser à ceux qui sont disparus, ils demeurent vivants dans notre mémoire. Si nous restons imprégnés par l'Histoire, l'œuvre se perpétuera avec la capacité de dire NON le cas échéant. Il faut essayer de remplacer ceux qui disparaissent, toute œuvre humaine a besoin de se ressourcer".

La réunion prit fin avec un goûter fraternel.

ALPES-MARITIMES

Le comité de Vallauris de l'A.N.A.C.R. a tenu son assemblée générale le 23 mars dernier, en présence notamment de représentants de l'U.F.A.C., de la F.N.A.C.A., de l'Amicale des Chasseurs Alpins et du Souvenir Français.

Après la minute de silence à la mémoire des disparus, Jean De Jésus ("Ami") développa l'argumentation que nous devons avancer pour que la journée du 27 mai soit reconnue "Journée Nationale de la Résistance". A. Valério, trésorier, présenta ensuite le rapport financier, qui fut adopté à l'unanimité.

Concernant le concours de la Résistance, M. Ourliac précisa qu'avec l'aide du Comité de Cannes, nous avons pu assurer plusieurs réunions au collège Picasso.

G. Savoye, rappela que l'érection de la stèle commémorative Jean-Moulin reste la principale tâche du comité. Le maire, A. Gumier, nous apporte son soutien ; une rencontre de toutes les personnes concernées (Maire, Directeur de l'O.P.A.M., etc.) a été organisée sur l'emplacement de la future stèle. Deux artistes locaux ont été contactés et ont travaillé ensemble pour présenter le projet. (Gilbert Savoye a réalisé une très belle maquette présentée à l'Assemblée Générale). Pour le financement du projet sont sollicités la Région, le Département, la Mairie, les députés et est lancée une souscription (Patrick Allemand, vice-président du Conseil Régional, a assuré de son soutien).

"Amie de la Résistance", Julie parla de l'exposition sur la Résistance qu'elle a réalisée et qu'elle présente à Cannes le 11 avril en collaboration avec l'association "Rencontres, échanges et culture" (A.R.E.C.), puis le représentant de l'U.F.A.C. intervint.

L'élection du bureau porta à la présidence Roger Faure, à la vice-présidence Tourteau et G. Savoye (Ami), au secrétariat Jean de Jésus (Ami), au secrétariat adjoint Edith Deydier (Amie), et au poste de trésorier, A. Valério.

Concluant les travaux, Henriette Dubois, secrétaire départementale, revint sur le congrès de Nevers et les efforts pour obtenir que le 27 mai soit reconnu comme "Journée Nationale de la Résistance", elle félicita les "Amis" qui, au sein du comité ANACR de Vallauris ont mené à bien la réalisation de la future stèle Jean-Moulin, et proposa à l'assemblée de reprendre à son compte et de diffuser le communiqué de l'ANACR sur la guerre en Irak ainsi que la motion du comité départemental des "Amis" sur le 27 mai. Propositions adoptées à l'unanimité. Les travaux se terminent par un "verre de l'amitié".

NIÈVRE

Le 22 mars dernier, à Premery, s'est tenue l'Assemblée générale du Comité départemental de l'ANACR, en présence d'une quarantaine de ses membres et sous la présidence de Raymond Cloiseau.

Après une minute de recueillement en souvenir des victimes de toutes les guerres, Raymond Cloiseau rappela le sacrifice de ceux qui, s'opposant à toutes les dictatures, ont fait le don de leur vie à la liberté, et exalta le devoir de mémoire chez les jeunes.

Un hommage fut rendu à la mémoire de Roger Lapostolle, secrétaire général départemental et membre du Bureau national disparu quelques semaines après le congrès de Nevers.

Jean-Marc Ragobert, président départemental des "Amis", a rappelé que l'objectif était de rassembler autour d'un même idéal ceux qui veulent perpétuer l'esprit de la Résistance, en approfondir la connaissance et honorer la mémoire de ses combattants, lutter contre les idéologies d'inspiration fasciste, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie ou le révisionnisme, pour la paix et la liberté. Les "Amis" se proposent de poursuivre quand les anciens ne seront plus là pour le faire...

L'ANACR et les "Amis" constituent des archives, garantes de l'Histoire. Il est procédé également au recensement des monuments et des stèles, et recueillant les données qui deviendront un CD-Rom.

Puis le Bureau départemental a été réélu avec notamment comme président Raymond Cloiseau, vice-présidents : Germaine Cloiseau, Janette Colas et Yvonne Moreau, secrétaire : Pierre Lambert, trésorier-adjoint : Lino Liber, membres du bureau : Roger Blard, Marcel Henry, André Lebourgeois, Pierre Bon, Denise Petit, André Bernet, Serge Vignol et Léon Wasik. Des "associés Amis" ont été aussi élus au bureau départemental de l'ANACR : Jean-Marc Ragobert, vice-président ; Marie-Claude Boussard et André Francillon, secrétaires adjoints ; Pierre Dore, trésorier adjoint ; Marguerite Lochet et Yves Baron, commissaires aux comptes ; Jeannine Baron et Suzanne Chabin, membres du bureau.

A l'issue des travaux, André Lebourgeois et Lino Liber ont reçu la médaille et le diplôme des porteurs de drapeaux. Puis la réunion s'est terminée par un dépôt de gerbes au monument aux morts.

JURA

Le Congrès départemental de l'ANACR du Jura s'est tenu le 17 mai dernier à Lons-Le-Saunier sous la présidence d'honneur de M. Jacques Pellissard, député maire, qui évoqua le rôle décisif de Jean Moulin dans la création du C.N.R.

Après le rapport financier de Jean Machuron, mettant en évidence des comptes équilibrés, Fernand Ibanez présenta le rapport moral. Après avoir évoqué le congrès de Nevers, il souligna le sens du combat mené par les Résistants depuis plus de 60 ans :

"Nous souhaitons, tous et toutes, donner un sens une signification d'espoir au cri si souvent entendu devant les monuments ou autres lieux de mémoire en hommage aux Résistants tombés dans les combats, je veux parler du : "Plus jamais ça". De nos jours encore, notre ANACR ne peut être indifférente à ce qui se passe dans le monde. Dans le Jura, fort des nos 270 adhérents auxquels s'ajoutent 80 membres "Amis", nous devons redoubler d'ardeur dans notre combat contre l'oubli et l'indifférence. S'ajoute à cela la plus grande vigilance à l'égard de la banalisation du passé".

Pour terminer, Fernand Ibanez évoqua plusieurs sujets de préoccupation : la négation persistante des droits de Résistants, les tribunes offertes par la télévision à Le Pen, les guerres qui ravagent le monde...

Puis Robert Lancon intervint sur le bulletin de l'ANACR "Résistance jurassienne". Simone Puget exposa l'action de l'ANACR pour une meilleure connaissance de la Résistance, Roger Pernot rendit hommage à Jean Moulin et rappela la demande de création d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Dans une seconde intervention, il évoquera la Résistance jurassienne et la nécessité à l'occasion du 60^e anniversaire de la Libération de remettre ses hauts faits en mémoire.

Pierrette Bussières exposa à partir de son exemple personnel les raisons d'adhérer aux "Amis de la Résistance (ANACR)", pour pérenniser l'action des Résistants dont les rangs s'amenuisent inexorablement, en assurant leur relève par des plus jeunes. Une dizaine d'adhésions a d'ailleurs été réalisée à l'occasion du congrès. Colette Gaidry, présidente des "Amis de la Résistance (ANACR)" de Haute-Saône et membre associée du Bureau National, intervint sur la nécessité d'organiser les "Amis" en association loi 1901, tout en préservant l'unité de pensée et d'action de l'"ANACR" et des "Amis".

M. André Mien, Inspecteur de l'Education Nationale, évoqua le Concours de la Résistance et de la Déportation, dont il est l'efficace organisateur et parla de l'importance de la journée du 19 juin prochain, consacrée à la Résistance, à l'U.F.M. de Lons-Le-Saunier, avec la participation d'universitaires de Besançon (dont M. Marcot, conservateur du Musée de la Résistance), des professeurs de l'Etablissement et des futurs maîtres en formation. Puis l'assemblée (72 personnes) procéda à l'élection des membres du Comité départemental et des comités locaux et se dirigea vers les différentes expositions qui ornaient la salle : celle des élèves de l'I.M.E. de Montaigne, présentée par M. Herbillon, éducateur, celle de Ludovic Guyot consacrée en Jean Moulin, enfin la collection de timbres sur la Résistance de M. Paul Paoletti.

GIRONDÉ

C'est le 1^{er} mars que le comité ANACR des Trois Cantons s'est réuni à Sauveterre pour son Assemblée générale. Etaient présents le président départemental Pierre Michaud, la secrétaire départementale André Fay, la secrétaire adjointe Annie Laberdesque, la secrétaire de "Résistance Unie", Jacqueline Soulié, M. le Maire de Sauveterre et toute la direction des Trois Cantons.

Le président du comité, Guy Mercadier, pria M. Albert Escabasse d'assurer la présidence de la réunion, remercia M. le Maire de mettre à la disposition la salle et demanda une minute de silence pour tous les disparus. "2002 a été une année de surprises désagréables : élections d'avril qui voient le parti de la xénophobie à 20% des voix. Mais aussitôt, note d'espoir, il y eut la réaction très vive des jeunes dans la rue. Puis vint la libération de Papon, soi-disant pour cause d'âge et de maladie, mais en oubliant son lourd passé de criminel, hommes, femmes, enfants, entassés dans des wagons sans nourriture, sans eau, pour atteindre... les fours crématoires ! Enfin, nous entendons encore parler de guerre avec son cortège d'horreurs".

Puis le président Mercadier demanda à M. le Maire - qui manifesta son accord - de donner le nom de "Rue des martyrs de la Résistance" à une rue du nouveau lotissement.

Le président Michaud prit la parole, parla du 60^e anniversaire de la création du CNR puis du téléfilm sur Jean Moulin qui n'a pas retracé correctement l'authenticité des actions de la Résistance et le combat courageux de Jean Moulin, ni tous les combats dans leur intégralité et cela est bien dommage. Il réaffirma que l'ANACR est contre la journée unique du souvenir.

SAONE-ET-LOIRE

71 anciens résistants et leurs Amis, ont assisté le 30 janvier à l'assemblée générale annuelle du comité ANACR de Sagy-Revermont.

M. Robert Petit, président d'honneur, ouvrit la séance et remercia la délégation du Bureau Départemental : MM. Renoud-Grappin, René Chappet, André Jeannet, ainsi que Paul Colas, maire de Sagy. Il témoigna sa satisfaction de voir le nombre d'adhérents présents et que, malgré le temps qui passe, la fidélité de tous envers l'ANACR est toujours la même. Il demanda une minute de recueillement à la mémoire de 4 de nos amis qui nous ont quittés en 2002.

Puis, le président Paul Maitre évoqua la participation du comité aux diverses cérémonies et commémorations, et souhaita pouvoir la reconduire cette année 2003.

L'âge des adhérents qui s'avance a conduit le Bureau du comité à abandonner diverses initiatives - repas amical et thé dansant - qui auront de grosses répercussions sur la trésorerie. Toutes ces décisions, mises aux voix, sont acceptées à l'unanimité.

Les résolutions prises par le Congrès national de Nevers furent approuvées également. Mais l'une d'elles a retenu spécialement l'attention : c'est que le 27 mai soit enfin reconnu et retenu comme Journée nationale de la Résistance et consacrée dans les établissements scolaires à la connaissance, de la Résistance, ce qui favoriserait peut-être une participation plus importante des jeunes lors des cérémonies du souvenir.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Maire, " Ami de la Résistance ", sut comme à l'habitude faire l'éloge du travail accompli par ces jeunes volontaires, qui n'écoulaient que leur devoir ont eu le courage de tout abandonner : famille, travail, pour rejoindre les maquis, tout en ayant une pensée pour tous ceux qui n'ont pas eu la joie de connaître la Libération.

C'est par le verre de l'amitié que se termina cette matinée, offerte cette année par notre ami Harry Moosley, ancien de la RAF, occupant de l'avion qui s'écrasa en 1943 sur les bords de l'étang de Villéron, en rentrant d'une mission de bombardement : M. Moosley a eu la vie sauve après avoir sauté en parachute, mais ce crash a coûté la vie à ses camarades. Notre comité fit ériger une stèle le 20 juin 1987 à cet endroit et chaque année a lieu une cérémonie du souvenir.

COTES-D'ARMOR

L'assemblée générale du comité de Tréguier, des cantons de Tréguier, Lézardrieux, La Roche-Derrien (117 membres, 48 Amis) s'est tenue le dimanche 8 décembre 2002 sous la présidence de Georges Meudal, président honoraire, en présence de Thomas Hillion, président départemental de l'ANACR, du conseiller général M. Michel Bataille, maire de Plouguil, M. Patrick Toularost, maire de Tréguier, M. Jean Le Calvez, maire de Minihy Tréguier, M. Fernand Le Duc, maire de Penvenan, M. Yves Méheu, maire de Plougrescant, M. Rémi Le Goff, maire de Camiez, M. Jean Le Roy, maire de Langcoat.

Pierre Le Berre, président du comité de Tréguier, souhaita la bienvenue aux 80 participants et demanda une minute de recueillement à la mémoire des disparus dans l'année, en associant le Colonel Rol-Tanguy, président national, puis donna lecture du rapport d'activité de 2002 et annonce le programme des animations en 2003. Le rapport financier fut adopté par le trésorier. Les deux rapports étant adoptés à l'unanimité.

Lionel Aulanier représentant les " Amis de la Résistance (ANACR) " rappela les objectifs des Amis organisés en groupes locaux. Gardiens de la mémoire, ils ont pour objectif majeur le combat contre les idéologies fascistes, xénophobes, racistes. Thomas Hillion rappela l'histoire et l'esprit du Conseil National de la Résistance qui célèbre cette année ses 60 ans, sa défense des valeurs patriotiques, de la paix, des droits des résistants ainsi que la lutte contre les résurgences des idéologies fascistes, des falsificateurs et négationnistes de tout bord.

Il remercia les maires d'avoir fait voter une motion de soutien par leurs conseils municipaux pour faire reconnaître le 27 mai Journée nationale de la Résistance et appela les municipalités, qui ne l'ont pas encore fait, à soutenir cette Journée et invita à recruter le plus possible d'" Amis de la Résistance (ANACR) ".

Georges Meudal, président honoraire, présenta le nouveau bureau : président honoraire : Georges Meudal, président : Pierre Le Berre, secrétaire : Denise Le Rhun, trésorier : Thomas Hillion, élus à l'unanimité.

La matinée se termina par un dépôt de gerbe au Monument aux morts, " Marsillaise " et " Chant des Partisans " ; le pot de l'amitié et le repas fraternel à l'auberge de Prot-ar-Peuten en Plouguil.

CORREZE

Le 2 avril 1944, la Gestapo française de Bonny-Lafont et la Milice assassinaient six résistants dans la cour de la prison de Tulle. Les martyrs étaient issus des F.T.P., de l'A.S., du N.A.P., du Comité d'Action et de Défense Paysanne, du P.C.F. clandestin.

Charles Montagnac, président de l'A.N.A.C.R. et Albert Uminski, président des Médailles de la Résistance, ont présidé la cérémonie, entourés par Pierre Diederichs maire-adjoint de Tulle et Clément Lagrèfeille, frère de fusillé.

Charles Montagnac, rappelant l'activité clandestine et les responsabilités de ceux qui donnèrent leur vie pour notre liberté, souligna que la Résistance leur rendait hommage pour ce 59^e anniversaire dans l'union complète. Le dépôt de gerbe fut suivi d'une minute de silence.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Lucien MIGNARD (Loire)

Membre honoraire du Bureau National de l'ANACR, Lucien Mignard, militant des Jeunes Communistes avant guerre, fut à ce titre interné en 1940 malgré son jeune âge. Libéré en 1943, il fut contacté par les FTP dont il devint membre de l'état-major du Roannais, chargé du recrutement. Le 10 mai 1944, il participa à la constitution du Comité clandestin insurrectionnel du Roannais où il représente les FTP. Lieutenant FFI, il est l'un des premiers résistants à entrer dans Roanne libéré. Lors de la fondation de l'ANACR en 1954, Lucien Mignard joua un rôle de premier plan dans le rassemblement des résistants de toutes origines. Longtemps secrétaire départemental de l'ANACR de la Loire, Lucien Mignard était entré en 1966 au Comité National et en 1980 au Bureau National, dont il était devenu en 1994 membre honoraire.

François FRANCESCONI, Francelin GINDRAT, Marcel PONCET (Savoie)

Né en 1922, François Francesconi est décédé le 12 mai 2003. Pour échapper au STO, il travailla sous une fausse identité dans une scierie, et rejoignit l'" Armée Secrète ", participant aux combats de la libération en Tarentaise. Il est blessé le 11 août 1944 à Notre Dame-de-Briançon. Adhérent à l'ANACR depuis sa création en Savoie, il en a assumé le secrétariat départemental pendant plus de 20 ans. Il fut membre du Conseil National de 1984 à 2002.

Né en 1917, Francelin Gindrat est décédé le 25 mai 2003. Sorti de l'école normale d'Albertville, c'est à Gran-sur-Aime, où il était en poste d'instituteur, qu'il prend contact avec la Résistance au sein de " l'Armée Secrète ". Après diverses actions clandestines, il est contraint à prendre la maquis pour échapper à l'arrestation. Il participe aux combats de la libération de la Vallée de Tarentaise. Après la Libération, il fut élu municipal à Albertville et puis dans le Beaufortin. Adhérent de longue date à l'ANACR, il assure alors la présidence du Comité départemental de 1975 à 2000.

Marcel Poncet, " Ami de la Résistance ", est décédé presque subitement, alors qu'il s'investissait beaucoup dans la préparation matérielle du congrès départemental dont il était l'une des chevilles ouvrières.

Charles HIPOLITE (Seine-Maritime)
Titulaire de nombreuses décorations, Charles Hipolite avait été déporté au camp de concentration d'Oranienbourg-Sachsenhausen durant 34 mois.

Léontine BONVALET (Vienne)
" Lieutenant Violette " dans la Résistance, Léontine Bonvalet, veuve du " capitaine Anatole ", était Présidente d'honneur de l'ANACR de la Vienne.

Renée MICHAUD, Gisèle ROBERT, Jean-Baptiste VERLAC (Gironde)

Renée Welter, réfugiée alsacienne, était arrivée en Dordogne avec sa famille au début de 1940. Avec son père, Charles Welter, elle participe à la Résistance dès le début de l'Occupation, à l'âge de seize ans, à Périgueux. Puis elle poursuivra cette activité dans diverses régions de la Dordogne, comme agent de liaison des maquis. Épouse de Pierre Michaud, président départemental de l'ANACR de Gironde, Renée Michaud était titulaire de la Croix de C.V.R.

Résistante dès le début de l'Occupation dans sa région natale charentaise de Cognac, Gisèle Robert s'engagea dans les activités les plus risquées, avec les futurs guérilleros espagnols de la M.O.I., en direction des antifascistes autrichiens et allemands, puis comme agent de liaison des F.T.P. dans la Région parisienne. Arrêtée par délation le 15 décembre 1943, puis envoyée à la prison de la petite Roquette de Paris, sans avoir jamais parlé, elle fut libérée le 17 août 1944, dans la période qui précède l'insurrection parisienne, échappant de justesse aux derniers " transferts " vers les camps allemands. Résistante internée, invalide de guerre, Gisèle Robert était titulaire des Croix de C.V.R. et de Guerre, de la Médaille Militaire. Pendant plus d'une décennie, Gisèle Robert fut secrétaire générale de l'ANACR de Gironde. À l'âge de 19 ans, en 1939, Jean-Baptiste Verlhac devança l'appel et s'engagea pour la durée de la guerre. Dans l'armée d'Armistice de 1940 à 1942, il rejoignit le 1^{er} juin 1943, les premiers maquis à la Rivière de Mansac. Participant à de nombreux combats jusqu'à la Libération, Jean-Baptiste Verlhac, incorporé au 126^eme R.I. sous les ordres du colonel Rivière (Godey) va poursuivre le combat jusqu'à la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie. Il était titulaire des Croix de Guerre, de C.V.R. et d'Engagé Volontaire.

Roland DESPAINS (Indre)

Né en 1920, réfractaire au STO, le colonel Roland Despains, réfugié à Chabris (Indre), occupa sous diverses identités des " petits boulos " et fit ses premières armes dans la Résistance en détruisant en février 1943 plusieurs poteaux de lignes électriques. A l'automne, il se vit confier la responsabilité militaire départementale des FTP. Devenu chef départemental adjoint des FFI, il oeuvra sans cesse en liaison avec l'A.S., l'O.R.A. et les missions alliées pour mener la guérilla qui conduisit à la libération du département. Intégré dans l'armée de Lattre, il prit le commandement du 2^eme bataillon du 134^eme RI " Oradour ", constitué uniquement de résistants. Président d'honneur de l'ANACR 35, il était décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance, de la Croix du Combattant Volontaire.

MARNE

Le Comité ANACR d'Epemay, comptant 32 adhérents, a tenu le 26 avril dernier son assemblée générale afin d'examiner les conditions propres à relancer et à assurer son activité, affectée par les disparitions inévitables près de 60 ans après la Libération et la Victoire, notamment celle de plusieurs responsables.

Malgré ces épreuves, le comité ANACR d'Epemay a été présent avec son drapeau à toutes les cérémonies patriotiques d'Epemay et de sa région, ainsi qu'à l'inauguration du Musée de la Résistance.

Au cœur des discussions, fut la nécessité d'un plus grand recrutement d'" Amis de la Résistance (ANACR) " pour assurer la pérennité du message de l'ANACR dans un monde où, hélas, le fascisme et le racisme restent des réalités.

François FONVIEILLE-ALQUIER (Paris)

Membre du Conseil National de l'ANACR de 1960 à 1976, puis membre honoraire jusqu'à sa disparition à l'âge de 88 ans, François Fonvieille-Alquier avait appartenu au " Front National de lutte pour l'indépendance de la France ", dont il devint dirigeant départemental pour la Haute-Vienne. Fin août 1944, il est nommé vice-président du Comité départemental de la Libération présidé par le pasteur Albert Chaudier, ainsi que du Comité Régional (85) et devient directeur du quotidien " l'Echo du Centre ". De 1945 à 1947, François Fonvieille-Alquier fut 1^{er} adjoint au maire de Limoges, Georges Guingouin, Journaliste à " Action " (1951), au quotidien " Libération " (1953 - 1954), à " Contre " et au " Quotidien de Paris ", à " Témoignage Chrétien ", il fut aussi un écrivain talentueux. Il était titulaire des Croix de guerre 1939 - 1945 et de C.V.R.

François IMPERIAL (Aube)

Disparu à l'âge de 82 ans, François Imperial était entré à 15 ans aux Chemins de fer en 1938. En 1943, après un entretien avec " Ariel " (Maurice Camusset), il s'engagea dans les FTP tout en restant légal. Après avoir participé à des réceptions de parachutages, des sabotages à la SNCF, il rejoignit en juin 1944 le maquis de Rigny où il prit le commandement de la " Compagnie France ". Le 14 juin, le maquis était attaqué et son chef, Rivière, mortellement blessé, mais, la Compagnie France continua son action et libéra la région de Nogent-sur-Seine. Après la Libération, François réintégra la SNCF. Pour le 50^eme anniversaire de la Libération, il participa à la rédaction d'une brochure sur la région de Nogent - Romilly, et il publia récemment un ouvrage : " Mon devoir de mémoire ".

Pierre LESAGE (Var)

Secrétaire régional des Jeunes Communistes des Hautes-Pyrénées avant guerre, Pierre-Yves Lesage, né en 1917, fut fait prisonnier le 17 juin 1940. Interné au camp de Longvic près de Dijon, il s'évade fin août, à la veille de son transfert en Allemagne. Démobilisé à Tarbes début septembre 1940, il reconstitue les J.C. clandestins. Menacé d'arrestation, il est envoyé à Toulouse en février 1941. En novembre 1941, une vague d'arrestations provoque son départ pour Anduy (Basses-Pyrénées). De retour à Tarbes où il est embauché comme mouleur-fondeur aux usines Hispano-Suiza, il y organise avec les organisations clandestines le sabotage de la production tout en distribuant tracts et journaux clandestins. En octobre 1942, il participe à la formation, à Tarbes, du premier groupe de ville des FTP, qui récupère matériel divers, explosifs et cartouches d'alimentation. En août 1943, il rejoint le maquis de Nay, le maquis d'Esparros (Hautes-Pyrénées). Fin 1943, la direction des FTP l'envoie à Lyon et l'affecte à l'équipe spéciale centrale de l'état-major. Pierre Lesage, dit " Jean ", est chargé de mettre à l'abri des maquis de la vallée de l'Azergues les rescapés de la rafle. Le 12 juillet 1944, il est arrêté par la Gestapo lors d'une mission à Lyon et emprisonné au quartier général de la Milice. Pendant 36 jours il endure les pires souffrances morales et physiques. Le 17 août, il profite de la panique provoquée par le débarquement allié en Provence pour s'évader. Transféré à Saint-Etienne, incorporé à la 30^eme Cie FTP, il fait partie du premier détachement entré à Lyon l'aube du 3 septembre. Son unité partit pour le front des Alpes et forma le 2^eme bataillon du 99^e RIA, où il fut, sous-lieutenant.

René DELBOS, France BOUDAL, Antoine STEMBERJAK (Puy-de-Dôme)

Entré très jeune dans la Résistance, suite à l'arrestation de son père Gabriel Delbos, René Delbos, responsable au PC, s'engagea aux FTP en Corrèze. Le 29 mai 1944, il participe à l'élimination de deux membres importants de la Gestapo, les 7 et 8 juin, il participe à la bataille de Tulle. En août 1944, il part à la recherche de son père, évadé du camp de Moez (Dordogne). Ils se retrouvent et participent à la libération de Bergerac. Il était titulaire de la Croix du Combattant.

En juillet 1943, France Boudal fait partie du maquis de Chazelette à Saint-Gervais, puis du maquis Nestor Perret, des Grands Bois à Saint-Julien-la-Geneste. Le 15 mai 1944, avec ses camarades, il rejoint avec armes et bagages le Maquis Mouchet (3e Cie). Après les combats de la Margeride, il rejoint la zone de guérilla n° 13.

Ancien FTP du 104^e bataillon, Antoine Stemberjak, décédé à 79 ans, participa au désarmement des GMR au château de l'Oradour, aux combats de Boën et de d'Estivareilles. Il fut porte-drapeau du comité pendant quinze ans.

Le Comité ANACR du Puy-de-Dôme déplore aussi la disparition de Camille CHABANAUD, ancien FTP, qui participa aux combats de Pardines et d'Issoire, de Lucien BERNARD, ancien maquisard du Mont-Mouchet, de Jean PRADIER, qui participa aux combats de la 6^e Cie au Mont-Mouchet, de Luc DELERY, Ami de la Résistance (ANACR), grand invalide, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de la Valeur militaire et Croix du combattant.

Henri GARNIER (Haute-Loire)

Membre du Comité directeur départemental, ancien du réseau action Buckmaster, agent P2, Henri Garnier, l'un des fidèles dirigeants du comité local de Retournac de l'ANACR, est décédé le 10 avril à l'âge de 89 ans. Il était le frère de René-Louis Garnier, premier résistant de la Haute-Loire fusillé par les nazis (à la Doua) le 13 novembre 1943, avec cinq autres résistants.

CHARENTE

Saint-Maurice-des-Lions accueillait le 23 février l'assemblée générale du Comité Confolentais de l'ANACR, en présence du maire Denis Delage, du président départemental Camille Dogneton et des délégués du Ruffécois et de Haute-Charente.

Après le rapport d'activité du président Albert Brunet : participation à toutes les commémorations de 2002, prise en charge de la visite des élèves du collège Noël-Noël au Musée de la Résistance..., le secrétaire, Maurice Bonnin, appela à recruter des " Amis de la Résistance " en raison de l'érosion inéluctable des effectifs, remarquant l'intérêt croissant des jeunes (collégiens, lycéens, étudiants). Suivit la cérémonie au monument aux morts et le vin d'honneur offert par la municipalité, puis un repas fraternel.

René MASSERET (Allier)

Né en 1927 dans une famille paysanne, René Masseret quitta l'école à 12 ans. Résistant actif à 17 ans, il participa à la libération du département. Affecté par une grave maladie, il prépara par correspondance le baccalauréat, qu'il obtint. Devant instituteur, il termina sa carrière dans l'éducation spécialisée. Elu président du comité Nord-Allier de l'ANACR en 1990, il devint membre du Conseil National de l'ANACR en 1992 et président départemental en 1993, responsabilité qu'il a assumée jusqu'à son décès. Chevalier dans l'Ordre National du Mérite et titulaire de la Croix du C.V.R.

Marie GILBERTAS, Henri MAITRE, Marcel BERANGER, Henri CHAFFANGEON, Olive VISENTIN (Savoie-Loire)
Dès 1940, Marie Gilbertas et son mari Jean-Noël Auguste Merlin diffusent des tracts anti-allemands, recrutent des résistants. Son mari, lieutenant FTP dans la Marne, commanda une compagnie de 120 hommes avant d'être dénoncé (par des Français), arrêté, emprisonné à Reims, du 15 février au 1^{er} juillet 1943 puis à Châlons-sur-Marne où il sera fusillé par les Allemands le 5 août suivant. Marie poursuivra son activité dans la Résistance, sera emprisonnée par la police française à Chalon-sur-Saône. Elle était titulaire de la Croix du Combattant et de la Médaille de la Résistance.

Dès l'âge de 19 ans, Henri Maître, décédé à 78 ans, participa activement aux actions de résistance (enseignements, embuscades) et en 1944, il hébergea " Tintin " qui assurait les liaisons radio du commandant Brodeur Bartoldi (alias Tiburce) avec Londres. Après sa participation à l'embuscade de La Grisière à Mâcon, il participa à la libération de camarades des maquis de Cluny.

Marcel Béranger, né en 1917, entra très tôt dans la Résistance (mars 1943), logea des résistants pendant toute la guerre, leur apportant assistance en transformant son habitation en infirmerie, il fit la liaison avec les médecins de Saint-Gengoux pour soigner malades et blessés, aidé par sa femme Marie Tortier. Il participa à la réunion à l'école de Bissy pour la formation du camp de Collonges Jean Pierson avec le commandant Ritou (Ledon).

Henri Chaffangeon, né en 1924, dit " Riquet ", résistant sédentaire immatriculé aux MUR et AS 02 (Jean Cottinet) à partir du 1^{er} mars 1944, rejoint à partir du 15 juillet 1944 le maquis de Vauxrenard (André Plattard) puis le 4^e bataillon du 1^{er} rgt du Rhône jusqu'au 1^{er} novembre 1944.

Membre de la Résistance depuis 1942, Olive Visentin participa à de nombreuses actions. Arrêté le 21 février 1944, il est déporté aux camps de Neuengamme, Oranienbourg, Sachsenhausen et commando de Falhausen. Titulaire de la Légion d'Honneur, de la Médaille militaire, des Croix de guerre avec palme, du C.V.R., du Combattant 39-45.

L'ANACR de Saône-et-Loire a aussi été endeuillée par la disparition de Jean BOUYGES, résistant en Auvergne, grièvement blessé et Croix de guerre, de Fernand NOËL, entré au maquis de Gray (Haute-Saône) le 16 juin 1944, entré dans un groupe de 400 résistants, de Marcel LARDRET, ancien du groupe " Langlois ", maquis cantonné dans la région de Pierre-de-Bresse et qui s'engagea jusqu'à la fin de la guerre, de Paul-Roger JANIAUD, qui participa à la bataille du Bois Clair, de Charles DICHAMP, ancien du maquis de la Veuze, de Jean VAUCHEY.

Maurice GLEIZE (Paris)

Disparu à l'âge de 96 ans, Maurice Gleize, membre du bureau départemental de l'ANACR de Seine-Saint-Denis, était entré à 12 ans en apprentissage dans une imprimerie nimoise tout en fréquentant les cours du soir de l'école des Beaux-Arts et en étudiant le solfège et le violoncelle au Conservatoire. En 1938, il est associé dans l'imprimerie où il travaille. En octobre 1940, à la demande du Comité central du PCF, il imprime des tracts, des pamphlets, des publications et devient l'éditeur de l'imprimerie de l'Humanité clandestine, de la Vie Ouvrière, de la Terre. En septembre 1941, il imprime le 1^{er} numéro de " France d'Abord ", le journal des FTP, ancêtre du " Journal de la Résistance ". Arrêté le 4 mars 1943, il fut déporté à Neuengamme. En 1945, à son retour de Camp, il reprit son métier d'imprimeur. Officier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre, il avait récemment publié un livre de souvenirs, " Mémoires d'un Nimois ", dont le " Journal de la Résistance " a rendu compte.

Roger LINET (indre-et-Loire)

Né en 1914, militant dès les années 30, Roger Linet participa au Front populaire. Mobilisé, il est fait prisonnier en 1940, mais s'évade. Rejoignant la Résistance, il devient responsable des Comités populaires de la métallurgie de la Région parisienne, responsable du PCF dans plusieurs secteurs, des FTPF d'Ile-de-France jusqu'à son arrestation en janvier 1943. Emprisonné à Fresnes, il est ensuite déporté dans les camps de concentration du Struthof puis de Dachau, où il fut responsable de l'organisation clandestine du PCF. A son retour, il devient responsable du combat syndical, devenant secrétaire de l'USTMA-CGT de la Région parisienne. Il fut député communiste de la Seine de 1951 à 1956. Roger Linet eut des responsabilités au sein des associations de déportés (FNDRIP) et était président de l'Amicale de Natweller-Stuthof. L'ANACR de l'Indre-et-Loire a aussi été endeuillée par les disparitions du docteur Bernard GENTY et de Georges BUISSON.

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

Lorsque ce qui va devenir en quelques semaines la Seconde Guerre mondiale éclate, la Pologne, qui subit le premier assaut de la Wehrmacht nazie, compte une population juive de près de 3 millions de personnes, dont 380 000 à Varsovie. La capitale polonaise tombe le 27 septembre 1939, et Hitler y fait son entrée le 5 octobre suivant.

Il ne faudra que quelques semaines pour que les occupants nazis du pays y imposent les mesures antisémites mises en place précédemment en Allemagne, puis en Autriche après l'Anschluss de 1938, et en Bohême-Moravie après son annexion de fait par le Reich début 1939. Ainsi, dès la fin de l'automne 1939, les Juifs polonais se voient interdire de voyager en train (novembre), doivent porter un brassard avec une étoile de David bleue (23 novembre), doivent rendre les appareils de radio, identifier sur les vitrines leurs magasins comme étant des "propriétés juives", etc.

Dans la Pologne de 1939, la population juive n'est pas seulement qu'urbaine, elle est répartie dans l'ensemble du pays, y compris dans les bourgades et les zones rurales. L'une des premières mesures prises par les nazis va être d'isoler cette population juive du reste de la population polonaise, en la concentrant autoritairement dans des quartiers de quelques grandes villes. Ainsi naîtront et se développeront les ghettos de Lublin et de Lodz puis celui de Varsovie, créé cyniquement le jour de la fête juive de Yom Kippour, le 12 octobre 1940, et qui, baptisé non moins cyniquement "quartier d'habitation juif", est fermé le 15 novembre suivant par un mur de 3 m de haut, surmonté d'un mètre de barbelés, mur qui atteindra 16 km de circonférence ; par la suite seront créés des ghettos à Cracovie, Kielce, Lvov...

Pendant quelques semaines, quelques mois tout au plus, les nazis vont essayer, pour désamorcer les velléités de résistance, de tenter d'accrocher l'idée d'un "autogouvernement juif" des ghettos, et de l'existence de possibilités de survie individuelle en fonction de l'intérêt économique que chacun pouvait représenter pour eux, de la loyauté manifestée à leur égard, etc.

Ainsi va être mise en place à l'intérieur du Ghetto de Varsovie et à sa tête un "Judenrat" (Conseil juif) de 24 membres présidé par Adam Czerniakow, épaulé par une "police juive". Pendant un court temps, un semblant de vie "normale" va tenter d'être mis en place : activités culturelles, vie politique, journaux, etc. Rapidement cependant, l'évidence va s'imposer : les nazis concentrent dans le ghetto, à 12 à 13 personnes en moyenne par pièce, plusieurs centaines de milliers de personnes de la Région de Varsovie - en quelques jours, en octobre 1940, la population du Ghetto passe de 160 000 à 400 000 personnes et augmentera encore par la suite - sans que les possibilités de travail et de ressources nécessaires à leur survie correspondent. Avant même les mesures de liquidation du ghetto, une mortalité effrayante, due à l'état sanitaire et à une famine grandissante, va frapper quotidiennement des centaines de personnes, notamment parmi les plus vulnérables : les vieillards et les enfants ; les cadavres jonchant les rues sont ramassés chaque jour. En 1941, plus de 45 000 personnes meurent de faim, de froid et de maladie dans le Ghetto de Varsovie.

Mais, cette extermination "lente" ne satisfait pas l'hystérie antisémite des nazis : le 20 janvier 1942 se tient à Wannsee une conférence de hauts dignitaires nazis "spécialisés", parmi lesquels Muller et Eichmann, qui met au point ce qui va être connu sous le nom de "solution finale" de la question juive, c'est-à-dire un plan d'extermination totale de la population juive d'Europe.

La liquidation du Ghetto de Lublin le 14 avril 1942 va marquer le début de la mise en pratique de la politique nazie d'extermination totale. Le début de celle du Ghetto de Varsovie commence le 22 juillet 1942. A partir de cette date, des trains quittent Varsovie pour le camp de concentration de Treblinka et ceux de la région de Lublin : du 22 juillet au 13 septembre, plusieurs centaines de milliers d'habitants du Ghetto ont été déportés et gazés à Treblinka ; le 21 septembre, les nazis ont déporté les policiers juifs. Il ne reste plus qu'un cinquantaine de milliers de personnes dans le Ghetto.

Ce drame va conduire les organisations sionistes et de gauche du Ghetto à mettre sur pied des organisations de Résistance : dès mars 1942, un Front antifasciste avait été constitué avec les communistes et les sionistes de gauche. Le 28 juillet 1942, trois organisations sionistes de gauche - Hashomer Hatzair, Dror et Akiba - créent le premier noyau de l'Organisation Juive de Combat (O.J.C.). C'est l'O.J.C. qui va déclencher le premier soulèvement armé le 18 janvier 1943, lors de la mise en œuvre par les nazis de la deuxième "Aktion" de déportations massives, qu'ils vont être contraints d'arrêter 4 jours plus tard.

Durant ces premiers mois de 1943, les résistants du Ghetto se procurent - en nombre évidemment limité - des armes et explosifs auprès de la résistance polonaise, communiste mais aussi nationaliste, et s'entraînent en vue de s'opposer à la liquidation finale du Ghetto, qu'ils savent inévitable.

Le 19 avril 1943, des troupes allemandes accompagnées de supplétifs lettons, lituaniens, polonais et ukrainiens entrent dans le Ghetto, qui se soulève. Les troupes nazies, harcelées par un millier d'insurgés armés, subissant des pertes, doivent reculer et faire appel à l'aviation, aux chars, et au renfort de troupes S.S. Elles sont commandées par le général S.S. Jürgen Stroop, lequel va ordonner de mettre le feu aux immeubles, d'utiliser les lance-flammes, d'envoyer les égouts par lesquels se déplacent les insurgés.

Les combats vont durer jusqu'au 10, voire le 16 mai. De nombreux insurgés préfèrent le suicide à la reddition, un petit nombre réussira à s'enfuir. 7000 habitants du Ghetto seront exécutés sur place, 6000 périront dans les incendies et les combats, les autres seront déportés et dans leur quasi-totalité exterminés.

Les nazis furent militairement victorieux, mais les insurgés du Ghetto le furent moralement : leur soulèvement montra la voie, et ils réduisirent à néant le discours raciste des nazis dépeignant les Juifs comme des êtres veules. Les combattants du Ghetto firent reculer les S.S....

1) Du nom du quartier juif de Venise.

2) Avant cette date, il y a déjà eu à l'Est des meurtres de masse de populations civiles juives : 20 000 Juifs de Vilno (Vilnius) ont été massacrés dans les forêts de Polany.

27 MAI : DANS TOUTE LA FRANCE...

Le 27 mai 2003, dans toute la France, le 60^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance a été commémoré. Nous publions ci-dessous la relation de sa célébration dans les Landes. Dans notre prochain numéro nous évoquerons les initiatives prises dans de nombreuses autres départements.

Des stèles discrètes, dissimulées dans l'étendue sylvestre et rurale du territoire landais, rappellent le sacrifice suprême d'environ deux cents enfants de ce pays soussoufflé. Certains, nombreux, n'avaient pas vingt ans quand ils firent face aux pelotons d'exécution, ou quand ils expirèrent dans l'horreur des camps nazis. Les années écoulées n'ont effacé dans le cœur des frères, des sœurs, des enfants, des conjoints vivants, ni le souvenir, ni la souffrance.

C'est en pensant au calvaire de ces familles meurtries que l'ANACR des Landes a voulu les honorer particulièrement, unies à leurs chers disparus dans un hommage solennel, à l'occasion de l'anniversaire de la constitution du Conseil National de la Résistance (1).

Ce 27 mai 2003, à Mont-de-Marsan, cinq cents personnes, répondant à l'invitation de l'ANACR-Landes, entouraient de leur sympathie une soixantaine de familles de martyrs. Face à la somptueuse et lumineuse tapisserie de Jean Lurçat (l'originale !) dédiée à la Résistance, devant une composition florale évoquant la Croix de Lorraine, chacune d'entre elles recevait une médaille commémorative à l'effigie de Jean Moulin, des mains d'une personnalité : maire, conseiller général, sénateur, président d'associations d'anciens combattants.

Le président départemental de l'ANACR, Jean Ooghe, avait auparavant, touché le cœur d'une assistance émue et recueillie, en rappelant "les jeunes vies brisées" "les bonheurs de l'enfance volés" des orphelins de la guerre, le vide laissé par un mari, une épouse disparue dans la tourmente, soulignant la diversité de ces hommes et de ces femmes sans uniforme réunis dans le

combat pour la liberté : un prêtre catholique, des métayers et des ouvriers communistes, des gaullistes... "La Résistance, ses héros et ses idéaux n'appartiennent à aucune association, ils sont la propriété du peuple français tout entier !" insistait-il vigoureusement.

Pour l'ANACR, l'hommage aux martyrs landais de la Résistance devait être rendu dans l'esprit d'union qui présida à la création du CNR. En étant présentes à cette manifestation, les nombreuses associations d'anciens combattants, dont l'UDAC, avaient bien compris la sincérité de ce message. Le CNR est, précise le président de l'ANACR-Landes, "un patrimoine de valeurs patriotiques, démocratiques et humanistes". "Un héritage" qui ne confond pas le peuple allemand avec l'idéologie nazie et "dans lequel nous puisons la force de lutter contre les résurgences du racisme, contre l'intolérance et les injustices du temps présent". Ce 27 mai, insiste Jean Ooghe, mérite donc d'être retenu officiellement comme la journée de la Résistance.

Le souvenir ému des disparus, la réflexion, la méditation portée par le poème d'Aragon, "La rose et le réséda" se prolongèrent par un repas fraternel réunissant familles et amis.

(1) "La Revue de la Résistance", éditée par l'ANACR landaise, consacre son nouveau numéro à l'année 1943. Y sont entre autres évoqués la création du CNR, le soulèvement du Ghetto de Varsovie, le STO dans les Landes... (12 € + 2,44 € de port. Chez J. Ooghe, avenue d'Espérance, 40140 Soustons).

UN TEMOIGNAGE DE MAURICE DRUON

Dans le *Figaro* du 30 mars, Maurice Druon évoqua l'administration que les Américains préparèrent pour la France libérée. Citons ce témoignage, qui s'ajoute à ce que nous avons pu dire, constaté et commenté sur l'échec de l'A.M.G.O.T. (le Gouvernement militaire allié des territoires occupés ; le mot "occupés" venant là de fort curieuse façon...).

Maurice Druon, dont chacun sait qu'il était en Angleterre, raconte :

"Il fut demandé au chef britannique des opérations secrètes sur la France, ancien professeur d'Oxford avec lequel j'eus à travailler, de venir leur parler [- aux officiers

affectés à l'A.M.G.O.T.-] des difficultés devant lesquelles ils allaient se trouver. Quand il eut entendu ces officiers se présenter à lui, fièrement, avec un bel accent du Texas ou du Middle West : "Smith, Prefet de Maine et Loire... Brown, Mayor of Toulouse", il leur dit simplement : "Young men, je n'ai qu'un seul conseil à vous donner : entraînez-vous au maniement des armes individuelles".

Heureusement, le Gouvernement Provisoire à Alger et le Conseil National de la Résistance, en France, s'étaient soucés du problème. Et il y avait de Gaulle. L'A.M.G.O.T. passa aux oubliettes".

LIVRES • LIVRES • LIVRES

LE CONSEIL D'ETAT ET VICHY

La plupart de ceux qui trouvèrent en librairie l'ouvrage publié sous ce titre par Philippe Fabre auront ressenti une certaine surprise : c'est vrai, le grand public n'a pratiquement rien su du Conseil d'Etat pendant toute l'Occupation. Qu'a-t-il fait ?

Evacué de Paris, il s'installa à Royat, puis revint à son siège du Palais Royal en 1942.

Le livre de Philippe Fabre fourmille d'informations intéressantes. Cependant, un résistant ne peut se défendre de quelques questions. L'auteur, ne penchant aucunement vers le régime pétainiste, ne livre aucune appréciation sur le silence de la plus haute des juridictions à l'égard des événements du 10 juillet 1940, des jours qui précédèrent et de ceux qui suivirent. Il est patent que le Conseil n'accorda aucune attention aux coups d'Etat qui prétendirent supprimer la République et considéra les textes juridiques dus à la seule signature de Pétain comme des lois émanant tout naturellement du Parlement... comme on le sait "en vacances", et sur l'application desquelles il devait veiller. Il laissa son vice-président, M. Porche, prêter serment "à la personne" du dit Pétain, les autres membres le prêtant "à la personne du Chef de l'Etat", ce qui permit à l'un d'eux d'expliquer a posteriori que le Chef de l'Etat pouvait devenir une autre personnalité que Pétain, "Charles de Gaulle par exemple", ce qui lui permettait de conclure : "En me fondant sur ce raisonnement et en interprétant ainsi le texte qui m'était dicté, j'acceptai donc de prêter ce serment". C'était le 19 août 1941. Quelle prescience, monsieur le conseiller !

En fait, ce qui est étudié à fond est l'acceptation du Conseil d'Etat, sans broncher, de devenir juge de la "judéité" ou non de certaines victimes de l'abjecte législation pétainiste. L'auteur note que repousser le recours d'une personne niant cette judéité n'impliquait pas qu'en toute connaissance de cause on le vouait à la chambre à gaz, mais il ajoute : "Il paraît plus difficile d'ignorer que priver une personne de son emploi ou la déposséder de ses biens la condamne à coup sûr à devoir affronter un quotidien précaire... Ces fonctionnaires de l'Etat français pouvaient ne pas imaginer l'abomination d'Auschwitz et de Buchenwald, ils se trouvaient en revanche bien placés... pour savoir l'existence inique du camp de Drancy où de celui du Vernet et percevoir la détresse d'une minorité martyre".

Certes, il est plusieurs fois noté que l'on ne pouvait exiger de tous les conseillers qu'ils fussent des héros, mais n'avaient-ils pas de devoir de se battre en juristes sur la mission de leur corps et de refuser de prêter leur autorité à certaines dangereuses applications de pseudo-lois vichystes. Nous ne pouvons retenir ce livre, dont bien des aspects ont l'intérêt de révéler des faits, des affaires, des décisions pratiquement inconnus, sans souhaiter que s'écrive quelque jour la totale histoire du Conseil d'Etat sous l'Occupation.

Ne terminons toutefois pas sans noter que plusieurs conseillers furent des résistants de premier plan. Citons seulement les noms d'Alexandre Parodi, de Michel Debré, de Bernard Chenot... Leur opinion de la "légalité" pétainiste avait été assurément toute différente. (Publications de la Sorbonne, 36,59 €)

ITINERAIRE D'UN OUVRIER BRETON

Par Jean LE JEUNE

Dans ce livre, notre Président d'Honneur des Côtes-d'Armor, Jean Le Jeune, raconte toute sa vie. La Résistance y prend toutefois une place un peu supérieure à sa durée, car ses états de service y furent brillants. Marin blessé en juin 40, devenu en 1942 l'un des organisateurs d'un détachement de Francs-Tireurs et Partisans des Côtes-du-Nord, infatigable rédacteur et diffu-

seur de tracts, saboteur, récupérateur d'armes, il est blessé par des gendarmes français qui le transportent à l'hôpital de Lannion. La veille même de son transfert à la Gestapo, une équipe de résistants commandés par son camarade Cozic le fait évader. Dès la santé retrouvée grâce à des médecins résistants, Jean Le Jeune, prépare l'insurrection libératrice, combat pour la libération de Saint-Brieuc, est de nouveau blessé sur le front de Lorient.

Son récit sent à chaque ligne la sincérité, la franchise, la modestie. Mais comment ne pas mentionner qu'il fut depuis sa retraite l'organisateur d'un Musée de 1.400 instruments de musique, qu'il pratique la peinture et que lors du Congrès National de Saint-Brieuc, en l'an 2000, il exposa à l'admiration des congressistes et du Secrétaire d'Etat M. Masseret, un bel assortiment des tapisseries auxquelles il s'est consacré avec tant de soin, de goût... et de succès.

(J. Le Jeune. Bois des Rosières 22480 St-Nicolas du Pêlem - 20 € + 3,50 de port).

JACQUES DECOUR REPREND SA PLACE

Nous avons, en notre dernier numéro, évoqué le souvenir de Jacques Decour et nous sommes félicités que ressorte un ouvrage biographique, alors même que certaines autorités académiques songeraient à débaptiser le lycée parisien qui porte son nom.

Un autre ouvrage paraît, à la mémoire du fondateur des "Lettres Françaises", ainsi que deux de ses œuvres : "Le Sage et le Caporal", "Les Pères" et plusieurs nouvelles inédites. (Editions Farrago et Scheer)

LES CAMPS D'INTERNEMENT FRANÇAIS 1939-1944

Marcel Quennehen, membre de l'A.N.A.C.R., est aussi philatéliste. Il nous communique une brochure publiée par l'Association Philatélique de Rouen et Agglomération : "Les Camps d'internement français 1939-1944".

Il ne s'agit pas de timbres particuliers, mais de la photocopie des enveloppes de courriers reçus par des internés dans ces camps ou ayant écrit de ces camps à des correspondants libres. Le premier mérite de ce travail est d'être plus complet que... les archives nationales ou locales. Par exemple il n'en existe aucune sur deux camps situés en Seine-Inférieure et dans l'Eure, cependant que le maire de Bassens, en Gironde, déclare qu'il n'y eut jamais de camp sur le territoire de sa commune, alors qu'il est cité dans la documentation du service historique de l'Armée de Terre.

(A.P.R.A., 5, rue Gerson, 76130 Mont-Saint-Aignan, 3 € + 1,22 de port).

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France..... 9 €
Etranger..... 12 €
Abonnement de soutien..... 15 €
Le numéro..... 2 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais
Edité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD
Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 1155 D 73
Imprimerie Multi Inco Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.80